

CRISE MALIENNE

Large accord entre Alger et Paris

Les positions algérienne et française sur la crise malienne ne sont pas si déphasées qu'elles ne paraissent. La feuille de route, qui consiste en le règlement politique de la question du pouvoir à Bamako ainsi que la sauvegarde de l'unité territoriale du Mali et l'usage des moyens appropriés, y compris militaires, pour combattre le terrorisme dans le nord du pays, semble convenir à Alger et Paris.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)
- Le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, et son homologue français Laurent Fabius, qui ont animé une conférence de presse conjointe tard dans la soirée de dimanche à la résidence El-Mithak, à Alger, ont, tour à tour, fait état d'une convergence d'approches sur le dossier malien.

Et c'est Laurent Fabius qui, en l'espèce, sera un tant soit peu explicite : « Il est faux de croire, comme c'est rapporté ici et là, que la position algérienne est totalement angélique et que la position de la France est typiquement militariste. » Que com-

prendre par là ? Que la France n'est pas ce va-t-en-guerre que présentent les médias et que l'Algérie n'est pas définitivement réfractaire à l'initiative militaire lorsqu'il s'agira de lutter contre le terrorisme.

Mourad Medelci parle d'une même clé d'analyse et d'objectifs communs. Laurent Fabius, à sa suite, jouera la synchronie, en affirmant qu'entre les deux pays, il y a un large accord autour du Sahel et du Mali. Large mais pas total. Ce qui suppose que les positions ne sont pas si éloignées que cela mais qu'elles restent tout de même à être rapprochées davantage. « Nous avons constaté



Photo : Samir Sid

que nous avons exactement la même clé d'analyse et les mêmes objectifs en ce qui concerne le Sahel

et le Mali. Nous sommes d'accord pour dire que l'unité du Mali doit être préservée et pour dire que la lutte

contre le terrorisme doit rester la priorité. La solution du Mali est entre les mains des Maliens qui peuvent trouver dans les pays du champ et de l'UA l'aide nécessaire en cas de besoin», a déclaré Medelci, poursuivant : « La solution militaire aujourd'hui n'est pas la bonne. C'est la solution politique et le dialogue qui doivent prévaloir. »

Laurent Fabius ne va pas à contresens de cette affirmation, sauf qu'il s'est fait plus précis parlant du terrorisme : « Si le terrorisme se maintient, il faut le traiter selon les voies et moyens adaptés. »

Il faut traiter les terroristes comme ils le méritent», a-t-il préconisé, ajoutant : « Les terroristes disposent d'armes puissantes et de moyens financiers. »

Ils constituent une menace non seulement pour la région mais pour l'ensemble du monde. »

S. A. I.

MALI

Medelci confirme la libération de seulement 3 otages

Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a confirmé dimanche, lors de la conférence de presse conjointe avec son homologue français Laurent Fabius, que trois d'entre les sept membres de la mission consulaire algérienne enlevés le 5 avril dernier à Gao, dans le nord du Mali, et faits otages depuis, ont été bel et bien libérés et qu'ils ont été rapatriés. « Nous avons tenu hier (samedi, ndlr), au siège du ministère, la 20^e session du comité de crise, mis en place juste après l'enlèvement. Ce que je peux dire aujourd'hui, que je ne pouvais dire hier, c'est que 3 otages sont libérés et sont chez eux et que nous avons espoir de retrouver l'ensemble des otages. Je ne peux pas vous dire plus. »

Mourad Medelci infirme, du coup, que ce soient les 7 otages qui ont été libérés comme rapporté vendredi notamment par l'agence Reuters. Il ne donne également aucun renseignement sur l'identité des trois otages libérés. On ne sait pas si, par exemple, le consul en fait partie. Aucune indication aussi sur les contours de cette libération, ni sur la date de sa survenue. Pour rappel, l'annonce de la libération des trois otages date de plus d'une semaine. Elle a été rapportée d'abord par la presse mauritanienne, avant que l'AFP ne la répercute à son tour jeudi dernier. Entre les deux annonces, Mourad Medelci s'y était exprimé. En effet, mardi dernier, soit le lendemain de la tenue à Alger de la réunion des MAE de l'UMA, Medelci a infirmé l'information de la libération des trois otages rapportée deux jours avant par la presse mauritanienne.

S. A. I.

RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

À la recherche d'un nouvel élan

Alger, qui vient de fêter le cinquantenaire de l'indépendance, et Paris, qui a vu l'avènement du président socialiste François Hollande à l'Elysée, tentent de rattraper le temps perdu à se quereller autour de la question de la mémoire. Mourad Medelci affirme qu'il veut croire aujourd'hui qu'un nouvel état d'esprit est en train de se créer. Laurent Fabius parle de donner un nouvel élan au partenariat algéro-français.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)
L'enthousiasme chez l'un comme l'autre est notable. Plus qu'il ne l'était chez les diplomates en poste lorsque Nicolas Sarkozy arrivait au pouvoir en 2007. La droite française, aux yeux d'Alger, s'était rendue coupable de la loi du 23 février 2005 glorifiant le colonialisme. Avec les socialistes, il se dessine comme une possibilité d'une relation apaisée, même si la question de la mémoire ne peut, selon Medelci, être oubliée et que, pour Laurent Fabius, il faut traiter du passé en toute objectivité et en toute lucidité sans rien dissimuler. Tout semble se faire pour dépassionner le débat avant la visite d'Etat, avant la fin de l'année, de François Hollande en Algérie. « Nous voulons aujourd'hui croire qu'un nouvel état d'esprit est en train de se créer qui nous permette de traiter de façon intelligente cette question de la mémoire », a affirmé Medelci. « Nous avons eu des épreuves extrêmement rudes, un passé en commun, un présent qui maintenant nous

rapproche et un futur qu'il faut que nous bâtissons ensemble », a soutenu de son côté Fabius.

Pour donner un prolongement pratique à cette disponibilité partagée de repartir sur de nouvelles bases, Alger et Paris ont convenu d'élaborer d'ici le mois d'octobre prochain un accord-cadre qui résumera les axes de coopération. Un accord qui sera signé par les deux présidents lors de la visite de Hollande en Algérie. Mais déjà, il est convenu de mettre en place un comité conjoint sur les archives de la révolution, un comité de suivi de la coopération économique, notamment dans le domaine des PME et la perspective d'un nouvel accord financier pour la période 2011-2016. Les deux ministres se sont réjouis de l'amélioration enregistrée en matière de circulation des personnes, même si Fabius a souligné qu'il restait encore quelques problèmes à régler.

Le ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls, viendra prochainement à Alger, a informé Fabius, pour faire avancer les sujets qui rencontrent toujours des problèmes.

Fabius a, en même temps, fait comprendre qu'il n'y aura pas de remise en cause totale de l'accord de 1968 sur l'immigration. « L'accord de 1968 est un segment important de notre partenariat d'exception. Et aujourd'hui ce segment est sauvegardé », a-t-il affirmé.

Raffarin est le bienvenu pour poursuivre sa mission

Laurent Fabius ne trouve pas d'inconvénient à ce que Jean-Pierre Raffarin, le

Monsieur Algérie du temps de Sarkozy, poursuive sa mission. « La mission de Raffarin a consisté à travailler sur certains dossiers. Il a bien travaillé. »

Il reste des dossiers sur lesquels on n'a pas bien avancé. Raffarin est le bienvenu pour continuer son travail, d'autant que je vois qu'il est bien estimé chez-vous », a-t-il consenti à dire. D'entre les projets sur lesquels Raffarin a travaillé, c'est, bien évidemment, le fameux projet Renault.

Un projet dont Fabius dira qu'il ne devra pas avoir vocation de concurrencer les produits fabriqués en France. « Est-ce que le projet Renault en Algérie va servir le pays ? Dans ce cas, c'est du gagnant-gagnant. »

Si c'est un investissement pour concurrencer les produits fabriqués en France, c'est non », a précisé Fabius.

S. A. I.

En bref

Medelci :

La relation avec le Maroc est apaisée et est en train de se reconstruire.

L'Algérie est candidate pour la coprésidence de l'UPM.

Les négociations avec l'UE autour du démantèlement tarifaire sont bouclées.

Fabius :

Le gouvernement français vient de ratifier un accord de coopération militaire algéro-française qui date de 2008.

S. A. I.

LE MNLA PRÊT À ABANDONNER SON PROJET D'ÉTAT INDÉPENDANT

Une nouvelle étape dans le conflit malien

Le Mouvement national de libération de l'Azawad se dit prêt à abandonner son projet d'Etat indépendant dans le nord du Mali. La décision des indépendantistes touareg devrait ouvrir la voie à une nouvelle stratégie de lutte contre les groupes terroristes islamistes.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)
- Les Touareg du Mali font marche arrière. La direction politique du Mouvement nationale de libération de l'Azawad a récemment annoncé son intention d'abandonner son objectif de créer un Etat indépendant au nord de ce pays du Sahel.

« Nous aspirons à une indépendance culturelle, politique et économique mais pas à la sécession. Ce serait quelque chose comme le Québec », a déclaré, dimanche, à l'agence de presse Reuters, Ibrahim Ag Assaleh, un des responsables politiques du MNLA.

Un changement de position que Hama Ag Mahmoud, représentant du mouvement en Mauritanie, a justifié

ainsi : « L'indépendance est notre objectif depuis le début du conflit, mais nous prenons en compte le point de vue de la communauté internationale pour venir à bout de la crise. » En parlant de « crise », Hama Ag Mahmoud fait référence à la domination des groupes terroristes islamistes sur une grande partie du territoire Azawad.

Cette décision, bien qu'elle n'ait pas encore été sanctionnée par une déclaration officielle du MNLA, pourrait être une nouvelle étape dans le conflit qui oppose, depuis plusieurs mois, différentes parties. Elle pourrait être le début de la « solution politique » prônée par l'Algérie, Etat voisin qui refuse d'intervenir militaire-

ment au Nord Mali. Mais la fin du conflit passe nécessairement par une victoire sur les organisations terroristes, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), en l'occurrence.

La question de la « classification » d'Ansar Dine reste toujours posée car bien qu'étant pour l'indépendance de l'Azawad, cette autre organisation est fortement marquée par l'idéologie islamiste djihadiste.

Aujourd'hui, les chefs du Mouvement national de libération de l'Azawad font face à de multiples défis : ils doivent garder une cohésion au sein de leurs troupes, rassurer les populations touareg et accepter le principe d'une alliance avec l'armée malienne et libérer le nord du pays des terroristes.

Si cette dernière option venait à se confirmer, ce serait un retour à



Photo : DR.

l'accord d'Alger signé, en 1996, entre la rébellion targuie et le gouvernement de l'ex-président malien, Amadou Toumani Touré. Un retour dramatique à la case départ qui

aurait pu être évité si ATT avait fait preuve de volonté politique en luttant contre Al-Qaïda au Maghreb islamique.

T. H.